

Français, immigrés, avec ou sans papiers :

UNE SEULE CLASSE DES TRAVAILLEURS

L'Ocean Viking a finalement pu débarquer ses 230 passagers jeudi dernier à Toulon, mais leur calvaire est loin d'être terminé. Après plusieurs semaines d'errance faute d'obtenir une autorisation d'accoster, les naufragés, dont bon nombre sont dans un état de santé dégradé, ont été enfermés, gardés par l'armée, dans une prison à ciel ouvert. Les deux tiers d'entre eux seront envoyés dans d'autres pays d'Europe. Quant à ceux qui resteront, ils seront soumis aux interrogatoires de l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés) qui risque fort d'aboutir à l'expulsion d'une partie d'entre eux, jugés « non régularisables ».

Une hécatombe qui continue

Comble de cynisme, le gouvernement français a annoncé qu'il annulait l'accueil prévu de 3 500 réfugiés d'ici 2023... qui sont actuellement en Italie, prétendument pour « punir » ce pays. Ainsi, le « républicain » Macron et la « post-fasciste » Meloni déploient leur démagogie raciste et règlent leurs querelles diplomatiques avec la peau des autres, au sens littéral. Depuis 2014, plus de 25 000 migrants sont morts noyés en Méditerranée, dont 1 900 cette année. C'est un massacre orchestré, dont sont responsables tous les gouvernements de l'Union européenne, quelle que soit leur couleur politique, et complices tous les politiciens qui spéculent sur le racisme et un prétendu « problème de l'immigration ».

Une nouvelle loi anti-immigrés...

Dans le même temps, le gouvernement prépare une nouvelle loi contre l'immigration, aggravant les précédentes, en désignant les étrangers comme boucs émissaires et les accusant d'être responsables des crimes et délits, exploitant pour cela le meurtre atroce de la petite Lola, sous prétexte que la coupable était visée par une mesure d'expulsion. La principale mesure de ce texte est d'inscrire les obligations de quitter le territoire (OQTF) au fichier des personnes recherchées,

ainsi que diverses mesures juridiques permettant de faciliter et d'accélérer les expulsions. On y trouve également la possibilité d'expulser des personnes arrivées en France avant l'âge de 13 ans. De quoi rendre la vie des immigrés encore un peu plus infernale. Emporté par sa démagogie et son empressement à courir après l'extrême droite, le ministre de l'Intérieur, Darmanin, va même jusqu'à annoncer des mesures... qui existent déjà, comme la connaissance du français. Pour les durcir. Et pourquoi pas un doctorat en lettres ou une agrégation de grammaire pendant qu'ils y sont ?

... pour mettre les immigrés à la merci des patrons

En même temps, Darmanin reprend et actualise la politique pro-Medef « d'immigration choisie » mise en place en 2007 par Sarkozy, en mettant à jour la liste des « métiers en tension », prévoyant de pourvoir d'un titre de séjour provisoire et renouvelable chaque année les travailleurs et travailleuses exploités dans des boulots, le plus souvent extrêmement durs et mal payés, où leur présence est indispensable. Il ne s'agirait pas que la course à l'échalote avec le Rassemblement national et la chasse aux migrants perturbe le moins du monde les affaires des patrons !

Pour l'unité du monde du travail

Car plus les travailleurs immigrés sont en situation précaire, sans papiers ou avec des titres de séjour à la tête du client et à durée extrêmement limitée, plus le patronat peut disposer d'une main-d'œuvre corvéable à merci, obligée d'accepter des salaires misérables et des conditions de travail éprouvantes. Cela pèse sur l'ensemble des salariés, tirant les salaires et les conditions de travail, pour tous les travailleurs, vers le bas. Les patrons jouent sur les divisions pour nous attaquer tous. Notre intérêt de travailleurs est d'être le plus unis possible, de bénéficier des mêmes droits et de nous battre ensemble. Et donc de lutter pour la fin de toutes les divisions et discriminations :

Des papiers pour tous !

Liberté de circulation et d'installation !

Ça ne passe pas

Alors qu'il y avait des montagnes de courrier lundi et que les collègues absents ne sont pas remplacés, nous étions une vingtaine au plateau 20 à décider d'aller voir la direction pour lui souffler dans les bronches. Préparateurs comme facteurs en ont ras-le-bol.

Avant Noël, nous sommes blindés et la direction n'a rien prévu. Et voilà le « Black Friday » qui arrive ! Pour éviter de nouvelles journées noires, il faut y retourner plus nombreux. Nous avons les mêmes problèmes dans tous les services.

Évacuation chaotique

Mercredi dernier, nous avons été évacués du bureau, car il y avait un soupçon de fuite de gaz et des services spécialisés sont intervenus. Après tergiversations, la direction nous a laissés rentrer chez nous. Elle est tellement habituée à nous faire travailler dans des conditions dégueulasses que même devant un risque d'explosion, elle hésite...

Au service mixte de la collecte, des chefs voulaient même que les collègues posent un CA, alors qu'ils étaient rentrés pour des raisons de sécurité. Ça va pas, non ?!

La Poste s'attaque à notre droit de grève

La direction a fait passer le message qu'elle retirerait le vendredi férié en cas de grève la veille, voire tout le week-end. Deux à quatre jours de salaire pour le prix d'un : La Poste est prête à tout pour nous faire les poches !

Elle prétend s'appuyer sur un arrêt de 1978 pour nous mettre la pression. Ce n'est pas ça qui va nous arrêter pour contester sa politique anti-sociale et les bas salaires.

Que la direction sorte les liasses de billets pour racheter des liasseuses

Deux inspectrices du travail sont venues lundi et ont constaté les mauvaises conditions dans lesquelles nous travaillons : ascenseurs en panne, manque de personnel, etc.

La seule réaction de la direction a été de se saisir d'une de leurs remarques sur la dangerosité des liasseuses pas aux normes pour nous les enlever !

On ne va pas mettre le paquet pour ses beaux yeux

La direction envisage de nous mettre une sécabilité d'hiver à Noël. Comme si nous n'étions pas déjà assez chargés sur cette période ! Avec l'afflux de colis, La Poste encaisse des millions chaque jour, alors qu'elle embauche.

Elle a de l'énergie à revendre

À l'entrée côté Pyrénées, un espace de chargement de batteries de trotinettes a été installé. La Poste a trouvé un nouveau moyen de se faire du bénéf en revendant de l'électricité... Est-ce la même qu'elle économise en nous rationnant le chauffage ?

19 novembre, toutes et tous dans la rue contre les violences sexistes et sexuelles !

Harcèlement, violences conjugales, viols... la liste est longue de toutes les violences sexistes et sexuelles que subissent encore aujourd'hui les femmes et les personnes LGBT. Ni ce gouvernement, qui pourtant avait dit faire des droits des femmes une grande cause quinquennale, ni les précédents n'ont mis les moyens nécessaires pour lutter contre l'ensemble de ces violences.

De l'Iran jusqu'aux États-Unis, en passant par l'Amérique latine, nous avons bien compris que nous ne pouvons pas compter sur la justice, la police ou les gouvernements pour faire changer les choses. Il n'y a que nos mobilisations qui payeront, à commencer par celle du 19 novembre à l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

Le pipeau du dividende salarié

Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, vient de remettre à l'ordre du jour une proposition de campagne de Macron : verser des dividendes aux salariés et pas seulement aux actionnaires. Patience, il travaille sur le projet pour 2023... Il fait mine de faire la morale au grand patronat qui n'a jamais fait autant de profits ni versé autant de milliards aux actionnaires qu'en ces temps de crise et de guerre !

Cette fausse solution n'a qu'un objectif : faire patienter les travailleurs. Depuis un an, des salariés font grève pour exiger des augmentations et parfois gagnent en quelques jours. De peur que ce mouvement ne prenne de l'ampleur, gouvernement et patronat nous sortent des primes en tout genre ! Primes qui sont à leur bon vouloir, ne leur coûtent pas cher et maintiennent les salariés dans une situation précaire face à une inflation qui n'est pas près de s'arrêter.

Les capitalistes ne partagent pas les richesses, c'est même tout le contraire ! Si nous ne voulons pas nous enfoncer dans la pauvreté, c'est l'augmentation des salaires tout de suite et leur indexation sur l'inflation qu'il faut exiger par la grève la plus large possible.

www.convergencesrevolutionnaires.org



@npaetincelle

@convergencesrevolutionnaires

